

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur: Frédéric Aimard - 23 septembre 2024 - 1,50 €

N° 102

Gouvernement

Le Premier ministre Michel Barnier, nommé le 5 septembre par le président de la République, a pu lui présenter la composition de son gouvernement le samedi 21 septembre en soirée. Le premier Conseil des ministres a eu lieu le lundi 23 septembre à 15 heures, en présence du Président qui était en partance pour l'Assemblée générale de l'Onu à New York (24 et 25 septembre) et une visite au Canada (26 septembre).

Le gouvernement compte 39 ministres et secrétaires d'État, avec une parité exacte entre hommes et femmes. Douze portent l'étiquette du parti présidentiel Renaissance, dix sont membres de Les Républicains, le parti du Premier ministre, trois appartiennent au Modem, le parti centriste de François Bayrou, deux sont issus du parti de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, Horizons, deux viennent de l'UDI et deux autres du groupe Liot. On compte un ministre venu du Parti radical et un autre « divers gauche »...

La nomination du sénateur LR Didier Retailleau, à l'Intérieur, flanqué d'un ministre délégué de la Sécurité au quotidien (Nicolas Daragon, maire LR de Valence), est considérée comme un marqueur de droite, mais elle est contrebalancée par celle de l'ancien socialiste Didier Migaud au ministère de la Justice. On a Antoine Armand au ministère de l'Économie. Brillant énarque

macroniste et Haut-Savoyard de 33 ans, on ne sait pas grand-chose de lui, sauf qu'il est l'arrière-petit-fils de l'ingénieur et résistant Louis Armand (co-auteur du plan Rueff-Armand en 1960 et grand président de la SnCF...). L'ex-député tout aussi macroniste, ancien du Parti socialiste, Laurent Saint-Martin (39 ans) est ministre du Budget, directement rattaché au Premier ministre. Si ce n'est Rachida Dati, qui reste à la Culture, très peu des ministres actuels

sont connus du grand public. Sébastien Lecornu, ministre des armées depuis 2022, a été maintenu à son poste.

Gabriel Attal, l'ancien Premier ministre, a déploré, le 22 septembre lors d'une réunion des députés EPR (Ensemble pour la République) qu'il préside, que le gouvernement « ne compte aucune personnalité issue de la gauche républicaine ». Il dit exiger du nouveau Premier ministre qu'il prenne des engagements en matière de droit à l'avortement ou du



SOMMAIRE

P. 1 : Gouvernement. P. 2 : Perdants ? P. 3 : La peur. Lectures. P. 4 : Immigration choisie ? Apprentis. P. 5 : Les anciens et les modernes. P. 6 : *Divide et impera*. P. 7 : Les bipers. P. 8 : Patrice Martineau, troubadour des temps actuels. - P. 10 : Théâtre : *Nageuse de l'Extrême*. P. 11 : Forum de l'aventure maritime. P. 12 : Aventure aérienne : Marcel Issartier.

■ **Nucléaire** : L'acier du couvercle (56 tonnes) du réacteur EPR de Flamanville, mis en service le 3 septembre, présente un défaut (concentration en carbone de 0,32 % là où la norme est de 0,22 %) et devra être changé avant la fin de l'année.

■ **Martinique** : Un couvre-feu a été imposé par le préfet depuis le 18 septembre dans certains quartiers de Fort-de-France en proie à des violences urbaines récurrentes dans le cadre d'un mouvement de protestation contre la vie chère.

■ **École libre** : Le 11 septembre, Christian Espeso, directeur du groupe scolaire de l'Immaculée Conception à Pau, s'est vu notifier une suspension du droit d'exercer de trois ans, par la rectrice de l'académie de Bordeaux, « pour atteintes à la laïcité ». Le secrétaire général de l'Enseignement catholique, Philippe Delorme, a dénoncé une « chasse aux sorcières ».

■ **Forêts** : Au moment où le gouvernement annonce, le 18 septembre, un programme de recherche Résilience des forêts (FO-RESTT) de 40 millions d'euros, un rapport de la Cour des comptes, publié le 19 septembre, critique la suppression en vingt ans de 4 500 postes de fonctionnaires de l'Office national des forêts au profit de contractuels et dénonce notamment une perte de savoir-faire.

■ **Transports** : La CGT a déposé un préavis de grève pour le métro parisien à partir du 30 septembre

mariage homosexuel. Mais il ne compte pas s'associer à la motion de censure qui sera déposée par le Nouveau Front Populaire et probablement défendue par Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, à l'issue du discours de politique générale de Michel Barnier... Jeu de rôle...

On ne saura jamais si Emmanuel Macron aurait dû passer par la case Lucie Castets, en demandant à celle-ci, pressentie par une coalition composée de La France insoumise, du Parti socialiste, des Écologistes et des communistes, soit environ 193 députés, première coalition parlementaire à ce moment-là, mais loin de la majorité absolue (289) ? Afin qu'elle puisse faire la preuve que l'Assemblée nationale ne la laisserait pas gouverner ? Cela semblait plus conforme aux usages parlementaires, du moins aux yeux des élus de gauche. Y avait-il un risque qu'elle mette en cause les réformes auxquels Emmanuel Macron tient le plus (âge du départ à la retraite) ? Le risque était très limité. Il a cependant préféré passer directement à une coalition, à ses yeux plus responsable, du centre (166 députés) et de la droite (47 députés), soit environ 212 ou 213 députés. On est toujours loin de la majorité absolue. Il suffira que, sur un texte ou un autre, la gauche et l'extrême droite (143 députés) décident de voter ensemble et c'en sera fini du gouvernement Barnier.

Il semble que Marine Le Pen a décidé de laisser le Premier ministre prononcer son discours de politique générale à peu près tranquillement. Mais si c'était sur le Budget (dont la présentation a été reportée au 9 octobre) que le gouvernement « sau-

rait » ensuite, la situation de la France serait vite difficile vis-à-vis de ses partenaires européens, pour ne rien dire des marchés financiers. La punition fiscale que l'on nous promet serait probablement encore aggravée par la suite.

Frédéric Aimard

Perdants ?

Entre un message d'amitié au Liban et une visite à la cathédrale de Chartres, Emmanuel Macron a su imposer sa marque à l'équipe de Michel Barnier alors que celle-ci était déjà prête, certains affirmant même que le Premier ministre s'était préparé à « claquer la porte ». Du coup, cela a semblé renforcer l'emprise macroniste sur Les Républicains, permettant nombre d'épithètes dévalorisantes sur l'alliance des sarkozystes et des fillonistes, autrement dit les « perdants des élections législatives ». « Ce gouvernement de violents doit tomber », n'a pas craint de déclarer Anaïs Belouassa-Cherifi, députée LFI du Rhône, tandis que son collègue Gabriel Amard, le compagnon de la fille de Jean-Luc Mélenchon, reprenait les vieux poncifs sur la « droite rance ».

En réalité, sans prétendre lire dans le marc de café, on peut dégager, malgré les déclarations de Jordan Bardella sur un gouvernement qui « n'a aucun avenir », une réelle volonté d'ouvrir un nouveau chemin politique. Les Républicains ont obtenu 10 postes, dont 3 de plein exercice, Michel Barnier se réservant, en bon gaulliste, « la planification écologique et énergétique ». Mais, sur 39 ministres, on compte 18 macronistes, certains venus de la droite, soit 10 sur 17 pour ceux de plein exercice ;

signe de l'influence persistante du président, plusieurs de ses proches y entrent. Seul homme de gauche, l'intraitable ancien président de la Cour des comptes Didier Migaud.

Il faut aussi relever, parmi les nouveaux secrétaires d'État, le conseiller régional Othman Nasrou, né au Maroc, nommé à la Citoyenneté, la préfète Salima Saa, d'origine algérienne, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, et le sénateur de Mayotte Thani Mohamed Soilihi, titulaire de la Francophonie et des Partenariats internationaux, tous les trois formés à droite. On est également frappé par l'indispensable retour des territoires, avec, pour la seule région de Michel Barnier, 2 du Rhône, 1 de la Haute-Savoie et 1 de la Drôme.

Bien entendu, le nouveau gouvernement ne dispose du soutien que de 212 députés, loin de la majorité absolue de 289 élus. On s'interroge aussi sur les priorités relatives données aux dossiers attendant le Premier ministre : projet de loi de finances, réforme des retraites, fin de vie, situation très tendue en Nouvelle-Calédonie et, quoiqu'à un degré moindre, en Martinique. Court déjà le bruit d'une hausse de l'impôt sur le revenu, tandis que les lois de programmation seraient suspendues avec le report à 2029 de l'objectif d'un déficit à 3 %.

Cela rejoint-il les préoccupations des Français sur le « mur de la dette » alors que 75 % d'entre eux se disent hostiles à une augmentation des impôts ? De toute façon, il va falloir affronter les problèmes laissés en suspens par les gouvernements précédents. Le pays l'attend plus ou moins consciemment, les Français manquant

souvent d'une vue d'ensemble. Mais les députés sont-ils prêts, comme les sénateurs, à suivre la nouvelle équipe ?

Jean-Gabriel Delacour

La peur

Sociologues et observateurs n'arrêtent pas de nous dire que nous vivons dans un monde anxiogène, ce à quoi les politiques ajoutent que les populismes – terme de plus en plus englobant – se nourrissent de ces craintes, réelles ou fantasmées. L'observation de ce que les médias, d'info continue ou pas, nous proposent amène aussi à considérer l'actualité comme une succession de catastrophes et de problèmes assez démoralisants, d'où, d'ailleurs, le succès des Jeux olympiques et paralympiques permettant de regarder et presque vivre l'actualité d'une façon positive et même joyeuse.

Malheureusement les drames ont repris le dessus, avec, de surcroît, une incertitude politique n'invitant pas à l'optimisme. Mais il y a aussi tous ces problèmes qui semblent devenir le lot du quotidien et qui influent inévitablement sur le moral. Donnons-en trois exemples concernant non seulement l'économie mais aussi la vie de tout un chacun, car ils révèlent ce que les statisticiens et les analystes dénomment des tendances lourdes.

Dans le cadre du recyclage des déchets des particuliers et des entreprises, le plastique demeure un grand ennemi ; à un point tel que certains le considèrent comme une mauvaise solution, puisqu'il perpétue un matériau considéré comme toxique. Assez proche, il y a tout ce qui se rapporte au pétrole ; dès l'an prochain la ville de La Haye



ROMAN

La boulangerie

Une blessure et l'existence de Sofie Eichner a basculé. De danseuse étoile, elle est devenue une moins-que-rien ignorée du public et de ses collègues. Pire : elle risque de perdre la maigre allocation qui lui a été octroyée. Par dépit, elle postule comme intérimaire dans une boulangerie proche de son domicile.

Quand il n'écrit pas de roman, Carsten Henn est critique gastronomique. Pas étonnant donc qu'il choisisse de nous faire rire et pleurer au milieu des brioches et des pains au chocolat. Pour Sofie, une seconde vie s'offre à elle. Une vie simple, dans la gaité et l'amour du métier bien fait aux côtés de Giacomo, le mitron. À déguster sans modération.

« Le boulanger qui fabriquait des vies heureuses », Carsten Henn, XO éditions, 288 p., 19,90 €.

POLAR

Mort sur la lagune

Quand la police fluviale avait repêché le corps du Sri Lankais dans l'un des canaux de Venise, Guido Brunetti avait eu un choc : qui pouvait en vouloir à cet



homme au point de s'acharner sur lui avec une telle violence ? D'autant que la veille, le commissaire s'était entretenu avec la victime à propos de la vente supposée du palais dont il était le domestique. En examinant les affaires du défunt, le policier trouve une quantité de documents se rapportant au terrorisme. Comme à son habitude, les intrigues de Donna Leone sont une occasion de découvrir les beautés et les vices de la Sérénissime et, dans cet opus, de revenir sur les années de plomb qui ont bouleversé l'Italie.

« Le Palais de l'infortune », Donna Leone, Calmann-Lévy, 336 p., 22,50 €.

SPORT

Enquête sur le PSG

Longtemps jugé infréquentable en raison de ses liens supposés avec des organisations terroristes et ses violations des droits de l'homme, le Qatar est revenu sur la scène internationale grâce au « soft power du sport » avec en point d'orgue le rachat du Paris Saint-Germain, en 2011, pour une dizaine de milliards d'euros. Les journalistes Laurent Valdiguié et François Vignolle révèlent les secrets de ce club de



légende où l'argent joue un rôle aussi important que le sport.

« PSG confidentiel », Laurent Valdiguié et François Vignolle, Robert Laffont, 304 p., 21 €.

REVUE

Drogue

Cannabis au Moyen Orient, khat en Afrique, feuille de coca dans les Andes, mais aussi opium, tabac, alcool, café, toutes les civilisations ont cherché à exploiter les plantes qui agissent sur le psychisme. Les Cahiers de science & Vie consacrent un dossier à ce business qui influe sur l'histoire. Autres sujets abordés : la nouvelle Calédonie, l'univers olfactif de Léonard de Vinci, madame de Sévigné...

« Drogue », les Cahiers de science & Vie, septembre/octobre 2024, 7,90 €. En kiosque.



va proscrire toute publicité promouvant les énergies fossiles, y compris les voitures à essence, les voyages en avion et les croisières maritimes, ce qui rejoint l'anathème du secrétaire général de l'Onu dénonçant les « *parrains du chaos climatique* ». Enfin, l'activité touristique entraîne de plus en plus de conflits entre les locaux, pourtant censés bénéficier de la manne des visiteurs, et ceux qu'on accuse aujourd'hui de pratiquer un « *surtourisme* » dégradant les lieux et les conditions de vie ; cela va jusqu'aux meublés saisonniers rapportant gros aux propriétaires et aux agences qui ont choisi ce créneau.

Préc

Immigration choisie ?

Lors de la dernière campagne des législatives, Jordan Bardella, président du

pour réclamer des augmentations de salaire rattrapant l'inflation.

■ **Circulation** : La Mairie de Paris a annoncé un passage de la limitation de vitesse des automobiles sur les boulevards périphériques parisiens de 70 km/h à 50 km/h à partir du 1^{er} octobre.

■ **Droite** : Éric Ciotti a annoncé, le 22 septembre dans Le Figaro, qu'il démissionnait enfin du parti Les Républicains, après avoir mené une guérilla juridique pour en rester le président malgré son ralliement à Marine Le Pen lors des dernières élections législatives, et la fondation de son propre parti, l'UDR (Union des droites pour la République).

Rassemblement National se faisait régulièrement chamber à propos de sa volonté de fermer les frontières. Impossible selon ses opposants politiques. Quelques mois plus tard, de graves manifestations en Angleterre et des attentats mettant en cause des immigrés en Allemagne changent la donne. Le Premier ministre travailliste Anglais rend visite à « *l'horrible* » Georgia Meloni que chacun décrivait comme la descendante directe de Mussolini pour la féliciter sur son bilan migratoire... et s'en inspirer. Il faut dire que l'Italie a diminué l'immigration illégale de 65 % ce qui ne l'empêche pas de laisser rentrer des étrangers pour travailler chez elle. En clair, Mme Meloni fait ce qu'autrefois Nicolas Sarkozy proposait dans sa campagne présidentielle : on refuse ceux qui forcent les portes du pays et y entrent sans autorisation, on fait venir ceux qui viennent travailler : du bon sens !

Quant au chancelier Scholz, en Allemagne, il fait ni plus ni moins que ce que proposait le RN pendant la campagne des législatives, il remet un contrôle aux frontières. La population allemande applaudit, les Français en rêvent. Car sans le contrôle des frontières, on laisse rentrer tout le monde, mais on laisse aussi rentrer la drogue qui est devenue le fléau numéro un de nos villes. Sans frontière, on ne parvient pas suffisamment à gérer ce poison, tout le monde le reconnaît maintenant en Europe. Les pays du nord ont adopté des lois très restrictives aussi avec d'excellents résultats. On peut donc gérer et choisir l'immigration... si on en a la volonté et si on contrevient aux traités européens et à sa justice.

Et nous ? Michel Barnier semble sur la même ligne, mais il n'a pas de majorité au Parlement et un Conseil constitutionnel qui a retiqué une loi bien moins restrictive que celles évoquées ci-dessus. On peut donc imaginer que les clandestins qui seront refoulés d'Allemagne se dirigeront vers les pays proches. D'ailleurs, la Pologne et les autres voisins de l'Allemagne s'insurgent. Alors, assistons-nous à un réveil global sur cette question de l'immigration clandestine ? Le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, pourra-t-il aller vers cette immigration choisie qu'appelaient de ses vœux Nicolas Sarkozy en 2007 ? Il lui faudrait plus que du courage : de l'habileté et de la chance !

Loïk de Guébriant

Apprentis

Votée en septembre 2018, la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel était parée de toutes les vertus. Les jeunes y trouvaient leur avantage, mais aussi les entreprises et, par conséquent, la compétitivité de notre pays... Cela méritait bien un gros effort financier de l'État !

Six ans plus tard, les études publiées sur les effets de cette loi généreuse montrent qu'on a beaucoup dépensé pour un résultat décevant.

À la fin de l'année dernière, plus d'un million d'apprentis étaient en train de suivre une formation alors qu'ils n'étaient que 425 000 en 2018. Cet énorme bond a été provoqué par le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant très élevé (8 000 euros, réduite à 6 000 débuts 2023) et ouverte à toutes les catégo-

ries d'apprentis - alors que "l'aide unique" précédemment versée visait les jeunes de niveau Bac ou en dessous et les entreprises de moins de 250 salariés.

La nouvelle loi pouvait donc s'appliquer aux étudiants, qui en ont largement profité : les jeunes gens qui préparent un diplôme de l'enseignement supérieur représentent plus de 60 % de l'effectif total des apprentis. Or cette aide est excessivement lourde : en 2023, un apprenti coûtait 26 000 euros par an, deux fois plus que le coût moyen d'un étudiant du supérieur !

Par ailleurs, on s'est aperçu que l'aide exceptionnelle avait permis la création de 200 000 emplois qui auraient été créés de toute manière, sans aide publique. Ce qui signifie que certaines entreprises ont profité d'un effet d'aubaine fort coûteux pour l'État. La Cour des comptes a calculé que la dépense publique en faveur de l'apprentissage a, dans son ensemble, pesé 14 milliards d'euros en 2022.

La réforme de l'apprentissage a eu pour principal effet la baisse du taux de chômage, dont le gouvernement précédent s'est vivement félicité. Il a cependant oublié de signaler que la baisse du nombre de jeunes chômeurs avait été dérisoire l'an passé et que la réforme de l'apprentissage réduit fortement la productivité du travail.

Il faudra revoir l'ensemble du dispositif, qui doit se prolonger jusqu'en 2027 mais la réduction brutale des aides publiques provoque des dégâts qu'il faut ensuite réparer. C'est ainsi que l'État s'engage dans des impasses dont il parvient rarement à s'échapper.

Claudine Uzerche

Les anciens et les modernes

par Christian Fremaux, avocat honoraire

On le savait par avance. Quel que soit le gouvernement nommé, immédiatement les cris fuseraient en hurlant au déni de démocratie, que les derniers deviennent les premiers et que les perdants sont les gagnants. C'est exact mais il n'y a pas mathématiquement de vainqueurs indiscutables et certains ont refusé de participer au prétexte que seul leur camp est légitime et qu'il détient la vérité. Qu'il ne s'agît pas de collaborer pour sauver la macronie, et qu'un politique de gauche ne s'abaisse pas à saluer un homologue de droite qui est devenu forcément un extrémiste. Le petit milieu politique a ses œillères et ses exigences. En réservant l'avenir donc ses intérêts. Et les Français dans tout cela ?

Après une attente quasi insoutenable dans la pantomime, heureusement qu'il y avait les Jeux olympiques pour compenser, on a eu droit à un remake de la querelle des anciens et des modernes. Des noms ont circulé et on s'étonne qu'ils soient encore en activité. On se bat pour l'âge de la retraite mais en politique elle n'existe pas. On a fait du neuf attendu avec du vieux éprouvé. Car il fallait changer les têtes si l'on veut montrer que l'on a compris le message des électeurs qui veulent que tout évolue et que l'efficacité règne. En rassurant.

Je n'évoque pas l'âge du capitaine car aux âmes bien nées et tenaces la valeur n'attend pas le nombre des années. Elle la confirme. Le Premier ministre est fringant, calme, a de l'expérience et sait naviguer par vents contraires y compris jusqu'à Bruxelles.

Malgré le vote inédit des Français tout le monde sait ce qu'ils attendent du gouvernement : de la fermeté, de la remise en ordre, un niveau de vie plus important et de la protection étatique, sanitaire, culturelle, policière ou militaire et des services publics à la hauteur des impôts que l'on paie. On est fatigué des invectives et des insultes, des accusations pour tout et rien, d'entendre que rien ne va et qu'il faut faire table rase. Ou d'écouter des godelureaux sortis à peine de la puberté donner des leçons de comportement ou de morale. On n'a pas besoin de nouveaux rapports de commissions Théodule ou d'interrogations interminables, ou d'experts autoproclamés ou de sachants ou de groupes de travail avec quelques citoyens tirés au sort. Il faut prendre des décisions et trancher quitte à ne pas faire plaisir aux idéologues et aux groupes de pression. On doit définir un cap, des objectifs, un destin enthousiasmant et des valeurs au moins communes.

Les citoyens sont responsables autant sinon plus dans leurs environnements personnels dont ils sont seuls responsables que les politiques qui jouent un rôle de composition et viennent de donner un spectacle pitoyable. Dans leurs familles, dans leurs professions, et même dans leurs loisirs, les individus savent qu'il faut fournir des efforts et des compromis. Ils ne sont pas naïfs : c'est eux qui paieront notamment les pots cassés ou les décisions de principe pour l'exemple et l'édification du peuple car quand les politiques se trompent ce sont les citoyens qui trinquent.

Mes informateurs sont dans le bistrot de ma petite com-

mune rurale de l'Oise où je discute avec tout le monde, de gauche – peu dans mon coin – ou de droite. Personne n'est extrême. Ils se moquent des étiquettes politiques qui ne veulent plus dire grand-chose. Ce qui leur importe c'est le fond : quelles actions vont être engagées ? Aura-t-on le courage de dire non ou de sévir si nécessaire ? Que va devenir la France ?

Si une personnalité de la gauche républicaine boude – pauvre petit frustré ! – et ne veut pas se « compromettre », on n'aime pas car dans le monde rural on pratique l'entraide, la solidarité et on ne rejette pas les bonnes volontés. Le voisin n'est pas un ennemi même s'il ne vit pas comme soi. La petite commune a besoin de tous ses fils et filles, vieux comme jeunes quoiqu'ils pensent ou votent.

On a eu les modernes, les jeunes diplômés avec leurs certitudes qui croyaient que la nation était une start-up et qu'il suffisait de cliquer en gommant le passé pour que l'avenir soit radieux. Erreur profonde. On ne construit rien de solide en ne consolidant pas les fondations, en ignorant l'histoire et qui nous sommes. Et en ne bétonnant pas nos structures et nos valeurs républicaines. Sans oublier ceux et celles qui se dévouent dans la fonction publique et le monde associatif, comme dans l'entreprise et dans les champs ou sur le terrain avec les élus locaux qui sont les vrais dirigeants de proximité.

Ce qui n'empêche pas d'innover. On n'est pas non plus obligé de choisir des oubliés blanchis sous le harnais et de revenir à des solutions éculées ou qui ne sont plus dans l'air du temps. Mais des anciens expérimentés peuvent être utiles. Le progressisme n'est l'apanage d'aucun camp. L'humanisme ne se divise pas et chacun en porte une part. On a besoin d'union, de consensus sur des thèmes fédérateurs. Ce qui compte c'est la volonté de réussir sans qu'il y ait des perdants ou qui croient l'être.

La querelle des anciens et des modernes éclate quand Charles Perrault en 1687 récusait l'idéal des classiques grecs ou romains et fait l'éloge du siècle de Louis XIV qu'il affirme supérieur à celui d'Auguste. Ne tombons pas dans la dispute contemporaine entre les conservateurs ou néolibéraux qui peuvent avoir la fibre sociale et ceux qui veulent tout réformer y compris par la révolution ou en coupant des têtes, même pour ce qui marche ou en niant les faits. Tout est compatible si le bon sens prévaut. Et non le désir de prendre ses rêves pour des réalités.

Dans le Guépard le (vieux) prince Salina murmure : « *Il faut que tout change pour que tout reste pareil* ». On veut effectivement que ça bouge, au moins dans l'état d'esprit de nos dirigeants pour qu'ils ne confondent pas compétition électorale et guerre et qu'ils agissent dans l'intérêt collectif supérieur à leurs accommodements. Sachant que personne n'aura totalement raison. Car on doit reconstruire en gardant ce qui a fait ses preuves.

« *Sur des pensées nouveaux faisons des vers antiques* » a écrit André Chénier. ■

■ **Mali** : Le 17 septembre à Bamako, plusieurs bases militaires ont été l'objet d'attaques islamistes.

■ **Union européenne** : Le commissaire français Thierry Breton a publié sur X une lettre fracassante (en anglais) de démission le 16 septembre avec effet immédiat. Il met en cause « la présidence douteuse » de Ursula von der Leyen qui devait présenter le 17 septembre sa liste de commissaires. On se souvient que Thierry Breton avait fait échouer, en janvier, la nomination par Ursula von der Leyen comme commissaire d'un de ses alliés politiques allemands. La France a désigné son ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, pour occuper la place de commissaire qui lui est dévolue.

■ **Liban** : Ibrahim Aqil, un des plus importants chefs militaires du Hezbollah, qui avait été blessé par l'explosion de son biper le 17 septembre, a été tué, avec une dizaine de membres de son état-major, dans la destruction de son immeuble à Beyrouth par l'aviation israélienne le 20 septembre. Les Américains lui imputaient une partie de la responsabilité des attentats qui ont tué au moins 600 personnes à Beyrouth en 1983 dont 58 militaires français.

De nombreux échanges de tirs ont lieu à la frontière sud du Liban. Les Israéliens ont annoncé avoir bombardé plus de 300 sites du Hezbollah dans l'ensemble du Liban le lundi 23 septembre et ont demandé aux populations de s'éloigner de tous les immeubles gérés par la milice chiite.

Divide et Impera

par Dominique Decherf

La présidente de la Commission européenne a présenté le 17 septembre sa nouvelle équipe qui doit encore être approuvée par le Parlement européen avant d'entrer en fonction, sans doute au 1^{er} décembre.

« *Diviser pour régner* » : Ursula von der Leyen a tiré les leçons de son premier mandat. Si elle ne peut choisir les personnes, chacune étant désignée par les gouvernements des États membres, à raison d'une par pays, à égalité, elle est libre de distribuer comme elle veut les portefeuilles. Cette année, elle s'en est donné à cœur joie. Avec le nouvel organigramme qu'elle a dessiné seule, personne ne pourra plus lui tenir tête ou même émerger comme potentiel rival. Les compétences sont emmêlées à dessein de sorte que personne ne puisse avancer un dossier sans partager avec plusieurs collègues, sans compter que certains ne rendront compte qu'à la présidence directement. Le redécoupage touche particulièrement les fonctions assumées par le Français Thierry Breton qui, simple commissaire, s'était taillé son propre empire. Stéphane Séjourné n'héritera que d'une de ses trois directions, celle du marché intérieur. Les deux autres, le numérique échoit à une vice-présidente finlandaise, la défense à un ex-Premier ministre litua-

nien, commissaire ad hoc qui dépendra de la seule présidente.

La seconde commissaire qui s'était fait un nom en dehors d'Ursula von der Leyen, la danoise Margrethe Vestager, chargée de la concurrence, voit ce dossier rentrer dans le portefeuille de la vice-présidente à la « *transition propre* », une Espagnole, ex-ministre de l'Écologie, Teresa Ribera, qui conduisit la liste du parti socialiste aux élections du 9 juin, une antinucléaire qui pourra s'appuyer sur le commissaire à l'énergie, un Danois également antinucléaire. L'Espagnole, cadeau offert à Pedro Sanchez et au parti social-démocrate européen, est la seule personnalité de poids politique si on la compare aux cinq autres vice-présidents exécutifs : la Finlandaise déjà citée, le Français, une Roumaine chargée des affaires sociales, représentant 20 % des dépenses de l'Union (et supposée couvrir le Hongrois que la présidente a réduit à la portion congrue, avec une volonté d'humilier encore Viktor Orban, lui confiant la Santé « *et le bien-être animal* », à condition que l'Europe ne connaisse pas de nouvelle pandémie), l'Italien désigné par Giorgia Meloni, membre de son parti, les Fratelli d'Italia, promu à une vice-présidence pour compenser le fait que l'Italie n'ait

obtenu aucun autre poste important dans les autres institutions. Disposant des fonds de cohésion, il aura la main sur un tiers des dépenses de l'Union. L'entrée d'un conservateur, hors de l'alliance des centres au Parlement européen, se heurtera à un barrage lors des auditions prévues à la mi-octobre.

Dernière vice-présidente, de droit, la haute-représentante aux affaires extérieures et à la sécurité, l'ex-Première ministre d'Estonie Kaja Kallas. Ursula von der Leyen réussit à s'introduire dans ce qui est de son ressort, en divisant en deux le monde extérieur : les Balkans et l'Ukraine dont la reconstruction relèvera de la commissaire chargée de l'élargissement, une Slovène, d'un côté, et de l'autre, la Méditerranée confiée à un Croate, y compris pour le Moyen-Orient (et spécialement la bande de Gaza), qui relèverait directement de la présidente. On ajoutera au panorama extérieur la commissaire à la « *gestion de crise* », l'ex-ministre belge des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, qui s'attendait à mieux, mais qui aura à sa disposition un budget imposant de fonds humanitaires.

Ursula von der Leyen a heureusement prévu un département pour la simplification des procédures, un commissaire letton qui ne référera qu'à elle. ■

Les bipers

De nombreux bipers, utilisés par le Hezbollah pour transmettre discrètement ses ordres à ses cadres, ont explosé tous en même temps le 17 septembre dans la poche ou la main de leurs utilisateurs, tuant au moins une douzaine de personnes et en blessant 2800, selon des sources sanitaires libanaises.

Le lendemain, ce sont des talkies-walkies et d'autres appareils sans fil du Hezbollah qui ont explosé au sud (Saïda, Nabatieh...) et à l'est (Balbeck) du Liban, faisant plus de 20 morts et 450 blessés, explosant parfois dans les cortèges d'obsèques des tués de la veille, et provoquant la panique parmi les familles et les dignitaires. Des centaines de blessés resteront handicapés, amputés d'une main ou d'un bras, souvent borgnes ou aveugles, voire sourds.

Le secrétaire général et guide spirituel du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dans son discours télévisé du 19 septembre, perturbé par le passage d'avions israéliens dépassant le mur du son et larguant des leurres électroniques dans le ciel de Beyrouth, a parlé d'au moins 40 morts... Ce bilan semble minoré pour ne pas avouer les pertes. Il y a beaucoup de victimes collatérales, dont des enfants, puisque les cadres du Hezbollah, qui avaient un biper sur eux, menaient aussi une vie de famille, faisant leurs courses au supermarché, roulant en voiture, participant à un défilé de protestation, etc.

Un détail parlant : l'ambassadeur iranien à Beyrouth a été blessé par l'explosion de son biper. Pour ceux qui auraient eu un doute sur le lien organique entre Hezbollah et

régime iranien, le voici levé. Quelques appareils de communication ont explosé dans la Syrie de Bachar al-Assad. Aucune surprise là non plus.

Les services secrets israéliens sont évidemment soupçonnés d'avoir organisé les sabotages qui désorganisent la milice chiite, sans la dissuader de vouloir entraîner tout le Liban multiconfessionnel dans une nouvelle guerre contre son voisin hébreu.

Comment s'y sont pris les saboteurs ? Nos experts de plateaux télévisés ont deux hypothèses. La plus vraisemblable est qu'ils ont réussi à insérer quelques grammes d'explosif dans chaque appareil, avec un déclenchement par l'envoi d'un message radio. La seconde, technologiquement encore plus élaborée, est qu'ils auraient trouvé le moyen de faire exploser les batteries au lithium grâce à une faille informatique et l'envoi d'un message depuis un avion ou un drone survolant le Liban. C'est du pur James Bond.

Il semblerait que les Iraniens, comprenant que leurs communications par Internet et par les smartphones étaient pénétrées par les Israéliens, auraient demandé à leur « proxies » libanais de s'équiper de matériels moins sophistiqués et supposés plus fiables : les fameux *bipers*, ancêtres du téléphone portable, émetteurs d'un « *bip* » qui a longtemps servi à alerter les médecins des hôpitaux du monde entier pour leur dire, avec un message très abrégé sur un écran rudimentaire, qu'on avait besoin d'eux...

On ne voudrait pas être à la place des responsables chiites qui, pour acheter ces appareils en quantité, ont choisi un fournisseur prétendument taïwanais, japonais,

hongrois ou bulgareN(?) et beaucoup moins cher que les concurrents – Ah ! le goût de la bonne affaire, des commissions occultes, du marché noir ! Une spécialité locale qui peut s'avérer dangereuse... – Tout ce qui a déjà été révélé lors de l'explosion des silos à grain du port Beyrouth, le 4 août 2020, revient en mémoire. Dans l'histoire des bipers, le fournisseur le moins cher et le mieux-disant était manifestement une émanation des services secrets israéliens !

On dit que certains responsables du Hezbollah auraient eu quelques doutes sur ces achats. C'est ce qui aurait obligé les Israéliens à déclencher les explosions prématurément, avant même d'être en capacité d'envahir à nouveau le Sud du Liban, comme on en prête l'intention à Benjamin Netanyahu.

Mais ces doutes devraient être ceux de toutes les armées du monde. Le dictateur tchétchène Raman Kadyrov a prétendu qu'Elon Musk avait désactivé à distance son Cybertruck Tesla armé d'une mitrailleuse. Les transmissions des armées russes utilisent des processeurs Motorola en quantité...

Toutes les sociétés civiles informatisées ou tout simplement équipées de téléphones peuvent se poser des questions. Nous sommes de plus en plus dépendants de matériels fabriqués le plus souvent hors des frontières nationales. Nos téléphones, nos ordinateurs, nos voitures électriques, notre « domotique connectée », tout cela peut-il exploser, ou au moins être mis hors service, d'un simple SMS, par un quelconque ennemi expert en nouvelles technologies ? Or, nous ne manquons pas d'en-

nemis, au moins potentiels, et ceux-ci ne manquent pas d'experts en informatique. L'affaire des bipers est probablement un coup unique qui ne pourra jamais être répliqué dans ces proportions, mais elle donne une sacrée leçon à tous ceux qui oublieraient volontiers que la communication moderne n'est pas une panacée et comporte bien des failles de sécurité. Et que la guerre est atroce. S'il était besoin de le rappeler.

Paul Chassard

■ **Sri Lanka** : 39 candidats se présentaient à l'élection présidentielle du 21 septembre (aucune femme) pour un mandat de cinq ans.

Anura Kumara Disanayaka, « AKD », 55 ans, ancien marxiste qui a renoncé à la lutte armée en 2014, a remporté l'élection avec 42,3 %, devant le chef de l'opposition au Parlement Sajith Premadasa (centre droit), 32,7 %, et le président sortant Ranil Wickremesinghe, 17,2 %. Ce dernier avait été élu en juillet 2022 à la suite d'une grave crise économique et politique dans ce pays de 23 millions d'habitants, très dépendant de l'aide internationale et des prêts et investissements chinois.

■ **Allemagne** : Les élections régionales du Badebourg, le 22 septembre, ont été remportées par les socio-démocrates du SPD avec 31 % des suffrages devant le parti d'extrême droite AfD à 30 %.

■ **Ukraine** : Le président Zelinsky devait rencontrer le président Biden le 23 septembre pour lui exposer son « *plan de victoire* ».

Patrice Martineau, troubadour des temps actuels

par Frédéric Aimard

Les frères vendéens Patrice et Roger Martineau auraient dû, par atavisme, travailler dans la chaussure. Mais ils aimaient la poésie et la chanson populaire. Ils ont décidé de faire autre chose que leurs cousins et voisins. Bien leur en a pris, puisque l'industrie de la chaussure française a été presque entièrement délocalisée en Asie et que la chanson a donné à leur vie la couleur d'un destin artistique non négligeable.

C'était il y a presque quarante ans... Ils ont assuré depuis, chaque année, entre 40 et 50 concerts, et publié une trentaine de disques (presque un tous les ans et demi). Certains ont été vendus à 15 000 exemplaires. C'est peu pour le monde du show-bizz, mais ce n'est pas rien quand même... Ils avaient formé leur duo de chanteurs populaires chrétiens et tour-

naient de salles paroissiales en préaux d'écoles libres, depuis quelque temps déjà (leur premier album date de 1985), quand le pape Jean-Paul II donna aux Journées Mondiales de la Jeunesse un élan irréprensible, en 1989 à Saint-Jacques de Compostelle puis en 1991 à Czestochowa. Dans des dizaines de cars français qui roulaient vers l'Espagne ou la Pologne, on passait les cassettes des Martineau en boucle. Si bien que, lorsque les Martineau arrivaient sur scène pour chanter devant des centaines de milliers de pèlerins, la foule reprenait en chœur leurs chansons. Les années qui suivirent furent celles des églises et des salles de patronages pleines pour les écouter. Mais les deux frères ont joué aussi dans des grandes salles comme, par exemple, au Bataclan (1999).

S'ils ont duré si longtemps, c'est que les Marti-

neau ne se sont pas contentés de gratter la guitare et pousser la chansonnette. Ils se sont professionnalisés, s'entourant des meilleurs musiciens, enregistrant dans des studios exigeants, utilisant les services d'un manager solide, Alain Huvelin, dont on peut dire qu'il aura été le troisième Martineau.

Hommes de convictions, les Martineau ont chanté certes des cantiques et des chansons à texte engagés au service de la famille, de la vie (contre l'avortement !), en défense de la paysannerie, à la gloire de la Vendée, au service de la francophonie, en solidarité avec le Liban... Si l'on voulait caricaturer on pourrait dire que les Martineau ont des convictions qui les rapprocheraient d'un Philippe de Villiers (le créateur du Puy-du-Fou) ou d'un Vincent Bolloré (l'industriel propriétaire de

Canal +, mais qui a aussi relancé l'hebdomadaire *France Catholique*), sauf que nos chanteurs n'ont jamais trop su ce qu'était l'argent : saltimbanques et fiers de l'être. Se faisant éventuellement payer « au chapeau », réinvestissant tout ce qu'ils pouvaient dans de nouveaux spectacles ou disques. Patrice a pourtant élevé 5 enfants (dont 3 sont devenus des musiciens professionnels, un beau « retour sur investissement ») et Roger 6 ! C'est la Vendée catholique telle qu'on l'imagine parfois, avec ses valeurs familiales et son dynamisme.

Mais l'âge est venu et les temps ont changé. La génération des JMJ s'est installée ou s'est volatilisée. Les nouvelles générations ont de plus en plus perdu le goût de la chanson à texte. Les éducateurs et les prêtres chargés de transmettre la foi se sont laissés gagner par l'anglo-manie ambiante. Pas un mouvement étudiant, pas une initiative d'Eglise qui ne décalque un slogan anglais, peut-être pour imiter les mouvements évangéliques issus du monde anglo-saxon, ou plus simplement par soumission à l'air du temps qui touche aussi bien les publicitaires de la SNCF, d'Air-France ou des Jeux olympiques de Paris... On avait bien compris, lors des mani-



Patrice Martineau, « Ô ma France », CD de 13 titres, Rejoyce musique, 2024.

festations contre le Pacs (1 million de personnes à Paris) ou les spectaculaires Manifs pour tous contre le mariage homosexuel, que les organisateurs préféreraient emprunter les codes culturels de la Gay-Pride, du rock ou de la techno, pour mieux faire passer leur message politique et le « déringardiser ». Les Martineau et leurs rythmes à l'ancienne se sont trouvés, en partie, marginalisés par ceux-là mêmes qui étaient leur public naturel. Les tournées ont alors été

moins spectaculaires, les spectacles donnés parfois dans des réunions de famille, des mariages, des anniversaires... C'était bien aussi, sympathique, mais décevant pour des artistes qui avaient tant à dire. Roger a décidé de se reconverter dans une profession de service à la personne. C'était aussi une de ses vocations. Patrice a continué à sillonner les routes, la guitare en bandoulière. Mais les deux ont continué à écrire, à étudier l'art des troubadours anciens,

à approfondir les textes de « poètes maudits » du XIX^e siècle. Patrice est devenu un passionné et un expert du poète Germain Nouveau (alter ego de Rimbaud) sur la tombe duquel il s'est rendu l'été dernier à Pourrières (Var). Mais qu'en sortira-t-il ? Que faire de ce savoir-faire, de cette passion intacte, de ces centaines de chansons qui demandent encore à sortir d'un tiroir, quand la vente des disques s'est arrêtée avec l'essor d'Internet où tout ou presque

peut s'obtenir gratuitement, quand l'épidémie de covid a désorganisé et tué bien des réseaux qui organisaient les tournées et spectacles ? Patrice Martineau sort un nouveau CD, avec treize chansons, enracinées, subtiles, sensibles, éclectiques par l'inspiration et le style. Bien sûr, vous pourrez les découvrir, avec quelques autres, sur Youtube, sans rien payer. Mais ce serait un bon investissement pour l'avenir de commander ce CD chez Rejoyce Musique. ■

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire FR21418382149
ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an = 30 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire : https://www.paypal.com/webapps/billing/plans/subscribe?plan_id=P-11V44371T91610544M3CKALY

Merci de signaler aussi par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

Nageuse de l'Extrême

par Guillaume D'AZÉMAR DE FABRÈGUES

Les spectateurs sont assis autour de la scène, sur trois côtés, autour d'un sol blanc sur lequel sont tracées des lignes, grise, orange, bleue, de ces lignes qui vous guident dans les hôpitaux. Des blocs blancs, des grands, des plus petits. Léna Bokobza-Brunet arrive du fond de la scène, doudoune blanche, bonnet de bain. Enlève la doudoune, elle est en maillot. Le jour de la traversée de la Manche, je pars...

La *Nageuse de l'Extrême*, c'est Marion Joffle. Une fois graissée, elle saute dans l'eau. Le son du beep, elle nage. De l'Angleterre à la France. Plus tard, la douleur l'emplit, la hanche. Plus tard encore, la douleur s'estompe, elle retrouve son rythme. Plus tard encore, elle accoste, se relève, elle doit le faire seule. Un cri, un beep, elle a réussi.

Il y a aussi une femme, assise, dans la salle d'attente d'un hôpital, pour



voir un médecin. Tous ceux, toutes celles qui attendent sont accompagnés. De leur angoisse et de celui/celle qui est là. C'est important d'être deux, celui reçoit risque d'oublier.

Les deux femmes se croisent, se rencontrent, se racontent. Marion Joffle nage contre le cancer, sept Ice Mile (1 609 mètres dans une eau à moins de 5°, juste un maillot de bain) sur sept continents. Elles racontent comment elles sont allées au-delà de la limite de leurs corps, elles racontent leurs

énergies féroces de vivre, elles se sourient, elles connaissent le vrai plaisir d'être vivantes. Elles partagent la sensation que partagent les survivants, ce regard échangé qui dit « *je sais, tu sais...* ».

Nageuse de l'Extrême, c'est le texte et la mise en scène d'Élise Vigier, très précis, des énumérations, des répétitions, qui transmettent un sentiment de douleur, d'étouffement, d'asphyxie. C'est le jeu de Léna Bokobza-Brunet et d'Élise Vigier, aussi simple

que juste. La justesse de *Nageuse de l'Extrême*, c'est d'aller au-delà des combats, au-delà du cri. De montrer ce monde qui n'est accessible qu'à ceux qui sont revenus d'au-delà de leurs limites. ■

Au Théâtre Ouvert jusqu'au 28 septembre 2024. Lundi, mardi, mercredi : 19 h 30 ; jeudi, vendredi : 20 h 30 ; samedi : 18 h 00. Durée : 1 h 05. Texte : Élise Vigier à partir des récits de Marion Joffle. Mise en scène : Élise Vigier. Avec : Léna Bokobza-Brunet, Élise Vigier. Compagnie : Les Lucioles. Visuel : Christophe Raynaud de Lage.

Lectures

Le monde à travers quelques livres

Il faut savoir s'extraire de l'actualité immédiate pour dépasser l'écume des jours et se plonger dans des réalités plus pérennes, qui ne soient pas chassées par une information en continu faisant oublier l'essentiel et dissuadant d'en étudier les tenants et aboutissants. Cette démarche de contextualisation et de relativisation – rien à voir avec le

relativisme qui place tout sur le même plan – se nourrit d'études, même vulgarisées, permettant au moins d'effleurer le fond des choses.

Publiées l'une et l'autre par la Documentation française, deux revues permettent, la première, de découvrir « La gangstérisation du monde » (*Questions internationales*,

n° 125-126, juin-septembre 2024, 172 pages) et « Les coulisses du renseignement » (*Cahiers français*, n° 440, juillet-août 2024, 128 pages). De son côté, l'ancien président suisse Joseph Deiss présente *Ruptures. Plaidoyer pour une dynamique de la paix* (Genève, Slatkine, 2024, 216 pages) pour ne pas en rester aux blocages actuels.

Afin de s'y reconnaître dans le maquis communautaire, mais aussi d'entrer dans les nouvelles dimensions prises par les institutions, Philippe Delivet propose, avec beaucoup de précisions, d'approcher *Les politiques de l'Union européenne* (Paris, La Documentation française, 2024, 394 pages). Pour saisir les contradictions de ce qui reste la première puissance du monde, Thomas Snégaroff et Romain Huret

Sous le signe de Jules Verne

Le 10 novembre 2024 les concurrents du *Vendée Globe* s'élanceront des Sables d'Olonne pour le Vendée Globe, l'une des courses à la voile majeures du calendrier mondial. En préambule, le maire des Sables, Yannick Moreau, organise comme tous les deux ans avec l'ICES, le célèbre établissement catholique d'enseignement supérieur de La Roche-sur-Yon, un *Forum de l'aventure maritime* qui se déroulera les 4 et 5 octobre prochains.

Cet événement s'ouvrira le jeudi 3 octobre par une soirée autour de *Vingt mille lieues sous les mers* de Jules Verne, mis en scène par l'acteur Francis Huster. Le lendemain verra notamment des interventions des écrivains Sylvain Tesson, qui parraine l'événement, et Sébastien Lapaque qui parlera du transport maritime des vins. Le lendemain, ce sera notamment au tour de Patrice Franceschi, président de la Société des explorateurs français et de l'amiral Finaz, ancien directeur de l'École de guerre de s'exprimer. Il faut saluer la qualité de l'affiche éditée pour l'occasion, qui utilise une photographie d'Ewan Lebourdaïs, Peintre officiel de la Marine.

Le Forum se déroule au Centre de Congrès. Les Atlantes et est accessible gratuitement sur réservation auprès de l'Office de tourisme (<http://boutique.lesablesdolonnes-tourisme.com>).

Jérôme Besnard



tendent de décrypter, non sans quelques approximations, les États-Unis. *Anatomie d'une démocratie* (Paris, Les Arènes / France Inter, 2024, 144 pages).

Pour essayer de percer les causes et les manifestations d'un antagonisme qui semble ne pouvoir prendre fin, deux ouvrages se penchent sur le Proche-Orient. Dans *Israël-Palestine : une guerre sans fin ? 22 questions décisives* (Paris, Armand Colin, 2022, 160 pages), Alain Dieckhoff s'interroge sur les 75 ans qui ont suivi la création de l'État hébreu. Sans cacher son parti-pris, Youssef Hindi, lui, veut partir de ce qu'il estime la base, le sionisme, pour *Comprendre le conflit israélo-palestinien. Des origines à nos jours* (2024) (Dijon, Kontre Kulture, 2024, 176 pages).

Jean Étèvenaux



Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République

Cinquantième de la disparition de Georges Pompidou
(1974-2024)

Sous le patronage de la Commission européenne



Centenaire de François-Xavier Ortoli

Colloque

François-Xavier Ortoli

Entre enjeux nationaux et européens

9 et 10 octobre 2024

Maison de l'Europe de Paris



77 avenue de Versailles, 75016 Paris

sous la présidence de

Bernard Ésamert et Emmanuelle Ortoli

Humeur Prédateur

Pour l'ouverture de la chasse, les chasseurs de petits gibiers n'ont pas grands espoirs... Adieu lapins, perdrix, faisan ...

Il reste quelques lièvres que l'on préserve. La faute à la mécanisation de l'agriculture et à l'absence de régulation des prédateurs, quand ils ne sont pas protégés, comme les buses !

L'une d'entre elles m'a pris 14 canetons et 8 oisons sur mon plan d'eau et je n'ai pas le droit de les défendre ! Mieux vaut être prédateur de nos jours !

Loïk de Guébriant

Un samedi à Bordeaux

par Fabrice DE CHANCEUIL

Samedi dernier, j'étais invité au mariage d'enfants d'amis à Bordeaux. À l'issue des cérémonies laïque et religieuse, les invités se sont retrouvés pour une réception au Château Grattequina, imposante demeure aux portes de la capitale de l'Aquitaine. Construit en 1872 sur une ancienne île de la Gironde et dont le curieux nom évoque les alluvions argileuses du fleuve, la belle demeure de Grattequina est due à Frédéric Giese, riche négociant désireux de s'engager dans la viticulture et qui avait, de ce fait, entouré son domaine de pieds de vignes. Aujourd'hui, ayant abandonné sa vocation première, la demeure a été transformée en hôtel de charme accueillant réceptions et séminaires d'entreprises.

En me promenant dans les couloirs, la reproduction d'une photographie suspendue à un mur a retenu mon attention. Sa localisation, sa date et son sujet ne prêtaient à aucune confusion puisqu'une inscription manuscrite portée à l'époque sur le cliché lui-même précise l'ensemble : « Bordeaux, 9 novembre 1913, aflottage de l'hydroaéroplane d'Issartier portant S.A.R. Mgr le Duc de Montpensier ».

De fait, on reconnaît bien les bords de la Garonne avec, en fond d'image, le Port de la Lune avec des navires à voile et à vapeur, évoquant déjà une période de transition énergétique, amarrés le long de ses quais.

La formulation du texte trahit bien aussi son époque, le terme d'aflottage ayant cédé le pas à celui d'amerrissage, même en rivière,



tandis que l'hydroaéroplane a été remplacée par l'hydravion.

Qui est donc cet Issartier ? Il s'agit de Marcel Issartier, né en 1888, dont le nom est aujourd'hui un peu oublié alors qu'il fut l'un des principaux pionniers français de l'aviation. Entré dans l'armée en 1909, il se passionne vite pour ce nouveau mode de transport et bientôt de combat, et décroche, deux ans plus tard, son brevet de pilote après une formation à l'école du constructeur aéronautique Deperdussin à Reims. La même année, il s'installe en Gironde, d'abord à Villenave d'Ornon puis à Mérignac, où il bâtit un terrain d'aviation devenu depuis l'Aéroport de Bordeaux. Il y crée également une école d'aviation et participe à de nombreux meetings aériens qui popularise la nouvelle discipline.

En 1913, il acquiert un hydroaéroplane appelée aussi plus simplement hydroplane produit par l'entreprise De-

perdussin où il avait été formé. C'est un engin triplace équipé d'un moteur Anzani de 10 cylindres et de 100 ch qu'il est le premier à faire décoller de la Garonne. Aimant partager sa passion, Marcel Issartier embarque volontiers des passagers : ainsi, le 20 septembre, le président de la République Raymond Poincaré en visite à Bordeaux puis, le 9 novembre suivant, le prince Ferdinand d'Orléans, Duc de Montpensier.

Celui-ci n'est pas un inconnu en son temps. Petit-fils de l'ancien Roi des Français Louis-Philippe, le Prince partage avec son frère Philippe et son cousin Henri un engouement pour l'exploration lointaine et la chasse. Ses trophées sont naturalisés par la maison Rowland Ward de Londres, la plus grande entreprise taxidermiste de l'époque. Ses collections sont aujourd'hui encore exposées au château de Randan dans le Puy-de-Dôme où il résidait mais

aussi au Muséum national d'histoire naturelle à Paris. Il se passionne aussi pour les nouveaux modes de transport, l'automobile d'abord (une voiture produite par la société Turcat-Méry portera son nom en 1920) mais aussi l'aviation. D'où la présence du Prince à bord de l'hydroplane de Marcel Issartier en ce 9 novembre 1913, pour une demi-heure de vol qui, selon la chronique de l'époque, a ravi le Prince.

Quant à Marcel Issartier, il connaîtra une fin tragique. Mobilisé en août 1914, il devient pilote d'essai. Sans avoir eu le temps de connaître l'âpreté des combats, il décède dans un accident survenu lors d'un vol d'entraînement sur la base aérienne d'Avord, près de Bourges, le 23 novembre. Disparition brutale à l'âge de 26 ans que ne laissait pas supposer le paisible amerrissage de Bordeaux dont la photo m'avait intrigué en ce samedi de noces aquitaines. ■